

ABSTRACT / RÉSUMÉS

Sedition in Upper Canada: Contested Legality

Barry Wright

THE PAPER EXAMINES the uses of sedition law in Upper Canada. Largely neglected by historians, sedition prosecutions were frequently resorted to by the government between the 1790s and the 1820s, and are suggestive of larger patterns in the Canadian experience of dissent and national security measures. The essay focuses on the series of cases connected to the Gourlay affair as the best illustrations of the various facets of sedition law in the province. The availability and use of sedition law by the government to regulate provincial politics, and in particular, to delineate the loyal community and its enemies, was contested, sometimes successfully, by opposition leaders. The formal claims of the legal system, while helping to legitimate the exercise of power, also limited the repression to some extent. The cases brought to the fore the tension between the rule of law and discretionary power, played out in terms of issues about executive control over criminal prosecutions, jury selection and the scope for the jury's verdict, and judicial independence. These contested issues appear to have had some degree of broader public engagement based on popular understandings of the British constitution. The sedition cases not only suggest the importance of law in the exercise of authority, but also the importance of the courts as a site of oppositional struggles.

CETTE ÉTUDE ANALYSE l'application de la loi sur la sédition dans le Haut-Canada, entre 1790 et les années 1820. Généralement négligées par les historiens, les poursuites judiciaires contre la sédition sont particulièrement révélatrices lors de l'affaire Gourlay parce qu'elles indiquent certaines grandes tendances de l'expérience canadienne en matière de dissidence et de mesures de sécurité nationale. Le recours à cette loi par le gouvernement en vue d'exercer un contrôle politique plus étroit et surtout de distinguer entre des éléments loyaux et déloyaux au sein de la communauté fut parfois contesté avec succès par les dirigeants de

l'opposition. Tandis que les revendications formelles du système judiciaire contribuaient à légitimer l'exercice du pouvoir, elles mesure. Les causes accentuèrent la tension entre pouvoir discrétionnaire et force de loi, manifeste en terme du contrôle exécutif des poursuites criminelles, du choix du jury et de l'étendue de sa compétence, et de l'indépendance judiciaire. Ces différends semblent avoir soulevé un certain niveau d'engagement public basé sur des conceptions populaires de la constitution britannique. Les causes de sédition suggèrent non seulement l'importance de la loi pour l'exercice du pouvoir, mais aussi l'importance des tribunaux comme lieu de résolution des conflits de pouvoir.

'We Are All Kin': Reconsidering Labour and Class in Calgary, 1919

David Bright

RECENT LABOUR historiography on the strike wave of 1919 has debated whether events are better explained within a framework of western exceptionalism (that is, stressing regional factors) or of a national revolt (that is stressing class tensions). A study of Calgary suggests that neither of these interpretations is fully satisfactory. Calgary workers, by 1919, certainly displayed a class identity and a class consciousness, but these were tempered by broader cultural bonds and by continuing entrepreneurial aspirations. Despite a generation of economic disillusionment, characterized by falling real wages and the high frequency of unemployment, labour continued to place faith in craft unions, political reforms, and class co-operation. Fitting neither of the established interpretation frameworks, the experience of workers in Calgary, 1919, indicates the need for a reassessment of current conceptions of class relations.

LE VASTE MOUVEMENT de grèves au cours de l'année 1919 est couramment interprété dans l'historiographie soit comme une *phénomène régional*, typiquement représentatif de l'ouest canadien, ou comme une *révolte ouvrière nationale*, issue de la discorde entre les classes sociales. La situation à Calgary suggère pourtant que ces deux interprétations ne sont pas totalement satisfaisantes. Certes, les travailleurs de Calgary partageaient alors une identité et une conscience de classe, mais celles-ci étaient tempérées par une communauté de culture plus étendue et par les aspirations constantes des entrepreneurs. Ainsi, malgré une génération de

déceptions économiques caractérisées par une baisse des salaires réels et un chômage élevé, les travailleurs persistèrent à miser sur le syndicalisme de métier, les réformes politiques, et la coopération entre les classes sociales. En se distinguant ainsi des deux interprétations conventionnelles, l'expérience des travailleurs de Calgary en 1919 nous invite à reconsidérer certaines conceptions établies au sujet des rapports de classe.

Newfoundland Loggers Respond To The Great Depression

Dufferin Sutherland

ACCOUNTS OF THE 1959 International Woodworkers of America strike in Newfoundland have portrayed the Newfoundland Lumbermen's Association, the local union which held jurisdiction over many of the island's loggers, as a "company union" and its president, Joseph Thompson, as a co-opted unionist. This essay examines the NLA's origins during the 1930s and shows that Thompson built an autonomous union to improve logger's lives. The paper also brings to the fore the loggers' own experience of the Great Depression to show they did not passively accept economic hardship and exploitation and took an active role in the making of their union. At times, the loggers' militancy dictated the NLA's bargaining positions and prompted some social change in the woods. The paper concludes that while Thompson and the NLA did not view class and class conflict in explicitly political terms, it does not diminish their importance in the loggers' working lives during the 1930s.

LES COMPTE-RENDUS de la grèves travailleurs forestiers affiliés à l'International Woodworkers of America, à Terre-Neuve, en 1959, nous décrivent le syndicat local, l'Association des travailleurs forestiers de Terre-Neuve (NLA), comme un "syndicat d'affaires" dont le président, Joseph Thompson, fut coopté par le patronat. Cette étude retrace les origines de la NLA au cours des années 1930 alors que Thompson organisa un syndicat autonome afin d'améliorer les conditions des bûcherons. Elle souligne aussi l'expérience des travailleurs forestiers au cours de la Crise afin d'illustrer leur rôle actif dans la formation de ce syndicat. Le militantisme des travailleurs dicta parfois les conditions de négociation à la NLA et contribua à certains changements sociaux dans les exploitations forestières. Ainsi,

quoique Thompson et la NLA n'ont pas perçu de façon explicite l'appartenance et la lutte de classes en terme de positions politiques, cela ne diminue en rien leur importance sur le plan des conditions de travail des travailleurs forestiers au cours des années 1930.

Good-bye to Homer Martin

Daniel Benedict

PEOPLE FREQUENTLY overdo the parallels between events and institutions in Canada and the United States, even confusing them at times. The 1939 split in the United Auto Workers Union was a case in point. The end of the 1930s was a period of stresses and strains for the unions in both countries. For the UAW, relations with the employers went on side by side with a struggle between Socialists, Communists, anti-Communists and their respective allies. Though divided, Socialists and Communists at times took the same side.

One such time was in 1938-39. The high point of the period was when both joined in getting rid of the "International President," Homer Martin. In Canada, the two principal factions carried on a bitter struggle for the leadership of the union, slowing down only a bit while they both lined up with the opposition to Martin in the US. In the process, the first Canadian director of UAW, the Socialist Charles Millard, also lost his post. In the US, meanwhile, the two main factions concentrated on defeating Martin, while jockeying for position for their future struggle for the leadership.

ON TRACE SOUVENT des parallèles exagérés entre le Canada et les Etats-unis (cela lorsqu'on ne les confond pas carrément). La scission de 1939 chez les Travailleurs unis de l'automobile (TUA) en est un exemple. La fin des années 30 marquent une période mouvementée pour les syndicats de ces deux pays. Aux TUA, les relations avec les employeurs se développent dans le cadre des luttes à l'intérieur de ce syndicat entre socialistes, communistes, anti-communistes et leurs alliés respectifs. Quoique divisés, les socialistes et communistes arrivent à s'unir à l'occasion.

Une telle occasion se présente en 1938-39. Point culminant de cette période, c'est alors que le Président "international," Homer Martin, est rejeté aussi bien par les uns que par les autres. Au Canada, les tendances rivales mènent une lutte acharnée pour la direction du syndicat, ne la modérant que pour rejeter Martin. Conséquence de cette lutte, le premier directeur canadien, Charles Millard,

socialiste, perd également son poste, tandis qu'aux Etats-unis, les deux factions principales se préoccupent d'abord de se défaire de Martin, tout en préparant leurs positions pour la lutte ultérieure entre elles.

Quand les ménagères se font militantes: La Ligue auxiliaire de l'Association internationale des machinistes, 1905-1980

Sylvie Murray

CET ARTICLE EXAMINE l'implication sociale et politique d'un groupe de ménagères de la classe ouvrière au cours du vingtième siècle. Dès leur formation en 1905, jusque dans les années trente, les locaux canadiens de la Ligue auxiliaire de l'Association internationale des machinistes ont promu des activités de nature familiale au sein du mouvement ouvrier et syndical. Ils ont également offert à leurs membres un centre d'éducation et d'action politique important. Après la deuxième guerre mondiale cependant, alors que les membres de la Ligue continuent de s'impliquer publiquement au sein de leurs communautés, elles expriment un sentiment d'appartenance au mouvement syndical et ouvrier nettement plus ambigu. L'évolution de la Ligue est examinée à la lumière des changements structurels qui affectent le mouvement syndical au cours des années trente et quarante.

THIS ARTICLE EXAMINES the social and political involvement of a group of working class housewives during the 20th century. The Canadian locals of the Auxiliary League of the International Association of Machinists, from their formation in 1905 through to the 1930s, promoted family-oriented activities as being at the heart of the workers' and trade union movement, offering members an important locus both for education and political action. After World War II, however, although members of the League continued to be publicly involved in their communities, their expressions of a sense of belonging to the workers' and trade union movement were clearly more ambiguous. The evolution of the League is examined in the light of structural changes which affected the trade union movement during the 1920s and 1930s.

Entre l'accès à l'égalité et la préservation des modèles: Ambivalence du discours et des revendications du Comité Féminin de la CTCC-CSN, 1952-1966

Lucie Piché

CET ARTICLE EXAMINE l'évolution du discours et des revendications du Comité féminin de la CTCC-CSN. Créé en 1952 à la demande des travailleuses de cette centrale, ce comité reçoit le mandat d'étudier les problèmes particuliers de la main-d'oeuvre féminine. Les résultats de l'analyse révèlent que les membres de ce comité semblent se situer, en fait, à la jonction de deux courants idéologiques qui se chevauchent sans pour autant s'exclure l'un l'autre. En effet, leur réflexion et leurs pratiques revendicatives s'inspirent à la fois d'un féminisme égalitaire et d'un discours de la différence modulé par l'intériorisation des rapports sociaux de sexe et notamment, par l'assignement prioritaire des femmes à la sphère privée. Au cœur de cette ambivalence se trouve peut-être un fil conducteur permettant de mieux comprendre le cheminement de ces militantes dans leur volonté de définir un nouvel espace social pour les femmes.

THIS PAPER ANALYSES the evolution of the discourse and practices of a group of Quebec unionized women workers, members of the CTCC/CSN, during the 1950s and 1960s. As early as 1952, these workers formed a Women's Committee whose goal was to identify the specific problems encountered by women workers. The results of this study reveal that members of this committee were situated, in fact, at the crossroads of two ideological trends, inspired simultaneously by an egalitarian feminism, and by a notion of difference grounded in the internalization of the existent gender system, especially in regard to women's primary assignment to the private sphere. This ambivalence could be the key to understand the way in which these militants are involved in their will to define a new social space for women.